

Sur le chemin d'une nouvelle normalité

Pascal Zwicky

« Une révolution pour la vie »

La critique de la société et du capitalisme est devenue plus exigeante. Il ne suffit pas de dénoncer l'exploitation et l'aliénation des travailleur·euse·s et de réclamer la socialisation des moyens de production. Le « premier plan » (Fraser/Jäggi 2020) du capitalisme, l'exploitation du travail salarié, n'est pas suffisant. Il faut plutôt comprendre son interaction avec les « couches de fond » : avec le travail de reproduction et le rôle des femmes ; avec le colonialisme, l'esclavage et le racisme structurel ; avec le pillage proactif des ressources naturelles.

La « crise multiple » de notre époque est l'expression d'une défaillance du système. La manière dont nous vivons ensemble, produisons, consommons et organisons notre mobilité n'est pas viable. Par conséquent, un changement de système doit signifier quelque chose de plus ou de mieux que la révolution socialiste classique. Ce qu'il faut, c'est une « révolution pour la vie » (von Redecker 2020). Une révolution qui libère nos relations sociales de la logique d'exploitation du capital ; qui met fin à la domination matérielle de l'être humain et de la nature basée sur la propriété ; qui élargit la marge de manœuvre démocratique et préserve les bases naturelles de la vie.

Qui peut être le sujet politique d'une telle révolution ? La philosophe Eva von Redecker place son espoir dans les mouvements sociaux, les mouvements féministes, climatiques et antiracistes. Elle identifie déjà dans leurs actions les traces d'une politique de classe intersectionnelle puissante. N'est-ce pas le désir qui est à l'origine de l'idée ? Mais il est indéniable que l'objectif serait que ces traces puissent être condensées en une action commune puissante : le climat, le féminisme, l'antiracisme – sans oublier les mouvements ouvriers classiques et les syndicats. En 2021, il s'agit de créer ou de renforcer les bases de luttes communes et de développer des perspectives communes pour un changement de système.

Contre-hégémonie et dangers avant-gardistes

L'hégémonie signifie l'approbation générale des conditions sociales existantes. Dans ce sens, le « mode de vie impérial » – de facto destructeur du monde – est considéré par de nombreuses personnes (surtout dans le Nord global) comme quasiment naturel et largement sans alternative. Même si le consensus s'effrite, il reste (encore) suffisamment attractif et donc hégémonique.

La politique de gauche doit donc être une politique contre-hégémonique. C'est relativement simple au niveau abstrait : « Les stratégies contre-hégémoniques de gauche s'orientent vers les principes de l'égalité sociale, de l'autorisation des différences sans hiérarchies et de bonnes conditions de vie pour tous les êtres humains, tout en préservant les bases naturelles de la vie », dit Ulrich Brand (Brand 2020). Concrètement, les choses se compliquent. Nous devons nous appuyer sur les réalités de la vie des gens, les convaincre de l'existence d'alternatives plus attrayantes et veiller à ce que ces alternatives soient effectivement mises en œuvre. La crise de Corona ouvre certainement de nouvelles perspectives à cet égard. L'idéologie néolibérale, la foi aveugle dans les marchés, la concurrence et le profit, a été discréditée à bien des égards devant l'opinion publique

mondiale. En même temps, les États ont prouvé leur capacité d'action et ont globalement gagné en confiance. Cette confiance doit être utilisée politiquement : pour une nouvelle normalité, une normalité sociale et écologique.

Ces dernières années, les mouvements climatiques, féministes et antiracistes ont défié l'ordre hégémonique de front. Grâce à leur critique fondamentale, les prétendues évidences sont remises en question, parfois jusqu'au centre de la société, et de nouveaux espaces de liberté sont créés. Les mouvements eux-mêmes se considèrent, ainsi que leurs propres modes d'organisation et de vie, comme des utopies réelles d'avant-garde, des modèles pour le monde à venir. Le défi, à mon avis, est de rester cohérent avec la critique et les propositions de transformation. Les avant-gardes courent souvent le risque de développer une certaine complaisance et étroitesse d'esprit (et de reproduire ainsi les caractéristiques centrales des dominants). Mais le changement social nécessaire ne deviendra une option réelle que si l'on parvient à convaincre les personnes qui – à l'heure actuelle – n'ont pas envie d'une démocratie de base permanente et de collectifs ; qui veulent continuer à vivre dans des « petites familles bourgeoises » ; qui ne veulent pas renoncer complètement à la consommation et à la voiture. La gestion productive des contradictions, « un minimum d'intelligence dialectique » (Zelik 2020), me semble faire partie des compétences clés de tou-te-s ceux-celles qui ont à cœur un changement de système émancipateur.

Le potentiel de conflit s'accroît

Nous assistons actuellement à une intensification des conflits sociaux dans le monde entier. L'hégémonie néo-libérale s'effondre, les conflits dans la phase de transition actuelle se durcissent. Si de plus en plus de personnes se mobilisent pour un tournant social et écologique fondamental, les réactions des profiteur-e-s du statu quo s'intensifient également. Ils ne renoncent pas facilement à leur pouvoir et à leurs privilèges. Si la pression augmente, les tensions au sein de la gauche ou des forces progressistes augmenteront également. Entre les mouvements et les acteurs institutionnels par exemple. L'échange permanent entre les mouvements, les partis, les syndicats et les ONG est d'autant plus important. Une stratégie prometteuse me semble être ce que Mario Candeias de la Fondation Rosa Luxemburg appelle la « production de conflits exemplaires ». Il s'agit de pousser des projets politiques communs ciblés avec un effet symbolique dans des domaines importants pour le changement transformateur. En Allemagne, il s'agit par exemple du « plafond des loyers » à Berlin ou des grèves des soins très médiatisées à la Charité de Berlin, qui ont eu un impact public. Candeias (2020) écrit : « Il y a encore un an et demi, nous aurions pensé qu'une campagne pour l'expropriation des sociétés immobilières ne pouvait en aucun cas avoir du succès. Mais il s'est avéré qu'un tel conflit donne de la visibilité, inspire et motive. Lorsqu'une campagne autour d'un tel conflit est efficace, elle déplace le discours social, elle élargit l'espace des possibilités et augmente la capacité de mise en œuvre d'autres revendications également. »

Le logement, le travail de soins, l'interdiction des 4x4 urbains/SUV, la démocratisation des grandes entreprises (à la suite de l'initiative sur la responsabilité des entreprises) – ces thèmes et bien d'autres encore seraient également possibles dans notre pays.

Mais il y a aussi des questions qui vont au-delà des « conflits exemplaires ». Andreas Malm, scientifique et activiste renommé, réfléchit à la stratégie du mouvement climatique dans son livre « Comment saboter un pipeline » : « Nous dressons nos campements de

solutions durables. Nous manifestons, nous bloquons, nous adressons des listes de revendications à des ministres, nous nous enchaînons aux grilles, nous nous collons au bitume, nous manifestons à nouveau le lendemain. Nous sommes toujours parfaitement, impeccablement pacifiques. Nous sommes plus nombreux, incomparablement plus nombreux. Il y a maintenant un ton de désespoir dans nos voix ; nous parlons d'extinction et d'avenir annulé. Et pourtant, les affaires continuent tout à fait comme avant – *business as usual*. À quel moment nous déciderons-nous à passer au stade supérieur ? Quand arriverons-nous à la conclusion qu'il est temps de prendre d'autres mesures ? Quand commencerons-nous à attaquer physiquement les choses qui ruinent notre planète, avec nos corps, à les détruire de nos propres mains ? Y a-t-il une raison raisonnable pour que nous hésitions si longtemps ? » (Malm 2020).

Malm se réfère à des exemples historiques tels que le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, le mouvement anti-apartheid ou les suffragettes féministes, et soutient qu'ils-elles n'ont tous-tes obtenu leurs succès que grâce à l'interaction d'une aile radicale – également prête à la violence contre les choses/la propriété – avec les parties « modérées » du mouvement, prêtes à discuter (ce qui serait actuellement Fridays for Future). Que se passera-t-il donc si certaines parties du mouvement climatique perdent patience et que Ende Gelände¹ n'est que le début ? Comment le mouvement lui-même va-t-il se comporter ? Comment les partis de gauche et verts ? Et les autres alliés ? Pourront-ils – et voudront-ils – faire face à la réaction hystérique prévisible des médias bourgeois et des politiciens, que l'« occupation » de la place fédérale l'année dernière avait déjà fait frôler l'infarctus ? De telles actions peuvent-elles ébranler et libérer les énergies ou détruisent-elles en premier lieu la bonne volonté dont jouit (encore) le mouvement climatique auprès d'un public plus large ? Autant de questions auxquelles nous devons vraisemblablement nous intéresser de plus près, que nous le voulons ou non.

Démocratie vs. autoritarisme

Une ligne de conflit importante de nos jours est celle entre la démocratie et l'autoritarisme. Le danger autoritaire, ce n'est pas seulement les autres, des gens comme Trump, Modi ou Bolsonaro. Ce ne sont pas seulement l'AfD², le régime d'Orbán en Hongrie ou le PiS³ en Pologne. Les tendances autoritaires se renforcent parfois aussi dans le mouvement ouvrier et apparaissent en lien avec les questions écologiques. Ainsi, on entend régulièrement des louanges sur la politique climatique de la Chine ou des appels à une politique technocratique et autoritaire pour faire face à la crise climatique. Ce n'est pas un hasard, surtout en ce qui concerne les grandes questions de notre époque, il manque une marge de manœuvre démocratique. Comme le dit Eva von Redecker : « Les contraintes, les comités d'experts et les objectifs mesurables (notamment l'objectif abstrait des deux degrés) ferment l'espace dans lequel on devrait négocier la manière dont nous voulons vivre ensemble » (Redecker 2020). Dans la crise de Corona, cette expérience est encore

¹ Les Ende Gelände se décrivent comme suit : « Nous sommes une large alliance de personnes issues des mouvements antinucléaires et anti-charbon, des camps climatiques de Rhénanie et de Lausitz et de la campagne anticharbon de la forêt de Hambacher. Nous venons de groupes d'action climatique de base, de grandes organisations environnementales, de groupes politiques de gauche et de nombreux autres campagnes, groupes et réseaux.

Nous partageons tous la conviction que pour arrêter le changement climatique, nous devons agir nous-mêmes, en utilisant la désobéissance civile comme un signal puissant pour une action réelle afin de placer notre climat avant le profit. » <https://www.ende-gelaende.org/en/about-us/>

² Parti politique allemand « Alternative für Deutschland » dont la politique environnementale et climatique est basée sur la négation du changement climatique.

³ Parti politique polonais « Droit et justice » (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS, en polonais), d'idéologie conservatrice et eurosceptique, classé à droite ou à l'extrême droite de l'échiquier politique.

une fois massivement renforcée. A ce propos, nous assistons actuellement – en partie – à un retour de l'État fort et capable d'agir. Un retour dont on peut se réjouir pour différentes raisons. Mais il y a aussi un revers à la médaille. Il est tout à fait possible que les expériences actuelles renforcent « l'idée que les crises doivent être traitées de manière autoritaire, que les droits fondamentaux, l'état de droit et la démocratie doivent être limités » (Brand 2020). C'est la tâche de la gauche de s'engager pour plus de démocratie.

Dans ce contexte, la question fondamentale de la relation de la gauche avec la démocratie libérale me semble également significative. Il est indéniable que les acquis de la démocratie libérale, en premier lieu les droits humains universels, doivent être défendus contre les attaques autoritaires. Mais en même temps, la gauche doit aussi s'engager pour le développement de la (des) démocratie(s) réelle(s) et ne pas rester dans une position de défense structurellement conservatrice – et souvent un peu naïve. La séparation entre la politique (démocratique) et l'économie (privée), établie par le statu quo, constitue une base structurelle pour l'exploitation capitaliste de l'homme et de la nature – et donc quasiment le terreau de la menace autoritaire. Les mécanismes d'exclusion qui fonctionnent encore aujourd'hui, par exemple pour les personnes sans droit de cité, sont une source intarissable de discrimination et de dégradation non seulement politiques, mais aussi sociales et économiques.

Source :

ZWICKY Pascal, « Auf dem Weg zu einer neuen Normalität », in Working Paper, Denknetz, 2021, traduit par nous.